

REVUE DE PRESSE

Déclaration du
Comité européen
d'orientation
(CEO) 2014

Réunion du Comité européen d'orientation de l'Institut Jacques Delors samedi 13 décembre 2014



La réunion annuelle du Comité européen d'orientation (CEO) de l'Institut Jacques Delors s'est tenue les 12 et 13 décembre 2014 à Paris. Le Comité européen d'orientation réunit des personnalités européennes de haut niveau pour débattre de sujets fondamentaux pour l'avenir de l'UE. Il joue un rôle d'orientation pour les travaux de l'Institut Jacques Delors et émet des pistes pour l'avenir de la construction européenne.

Présidé par Jacques Delors, le CEO se réunit une fois par an. À l'issue de ses travaux, il adopte une déclaration commune publiée dans divers quotidiens nationaux européens et internationaux.

Cette année, Emma Bonino, Jean-Louis Bourlanges et Javier Solana ont introduit le dîner-débat du 12 décembre sur le thème « nouveaux décideurs, nouveaux défis ».

Le lendemain, le 13 décembre, deux tables rondes ont eu lieu :

Table ronde 1 - « Les défis extérieurs de l'Union européenne : quelle stratégie ? »

Débat introduit par :

Élisabeth Guigou, Présidente de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale

Javier Solana, ancien Haut Représentant pour la politique étrangère et de sécurité commune

Table ronde 2 - « La Commission Juncker : quelles priorités internes ? »

Débat introduit par :

Étienne Davignon, ancien vice-président de la Commission européenne, président de Friends of Europe

Enrico Letta, ancien Président du Conseil de l'Italie

À l'issue de la journée, une **déclaration finale** a été adoptée sous le titre : « **Donner un nouvel élan à l'UE : vite !** »

Cette revue de presse fait état de ses publications dans les médias.

Publications ou reprises dans la presse européenne et non-européenne :

- Le Huffington Post Québec (Canada), le 19 décembre 2014
- Le Figaro (France), le 20 décembre 2014
- La Repubblica (Italie), le 22 décembre 2014
- Le Jeudi (Luxembourg), le 22 décembre 2014
- To Vima (Grèce), le 24 décembre 2014
- Ouest France (France), le 2 janvier 2015 (reprise)
- La Libre Belgique (Belgique), le 8 janvier 2015
- Euractiv (EU), le 13 janvier 2015
- The Daily Express (Grande-Bretagne), le 13 janvier 2015 (reprise)
- La Vanguardia (Espagne), le 22 janvier 2015
- Handelsblatt (Allemagne), le 4 février 2015
- Público (Portugal)
- Jurnalul.ro (Roumanie)

Contact presse :

Stéphanie Baz, Responsable Communication et Relations médias
baz@delorsinstitute.eu, + 33 1 44 58 97 84



Jacques Delors [Devenir fan](#)

Ancien président de la Commission européenne, ancien ministre de l'économie et des finances en France et président fondateur de Notre Europe-Institut Jacques Delors



Antonio Vitorino [Devenir fan](#)

Président de l'Institut Jacques Delors



Pascal Lamy [Devenir fan](#)

Ancien directeur général de l'OMC

Donner un nouvel élan à l'Union européenne: vite !

Publication: 18/12/2014 09:11 EST Mis à jour: 18/12/2014 09:11 EST

Ce texte a été adopté à l'unanimité lors de notre Comité annuel qui a eu lieu à Paris, le 13 décembre dernier.

Les autorités européennes désignées suite aux élections de mai 2014 ont une responsabilité historique, sinon écrasante : face à la pression conjointe des eurosceptiques et des europhobes, il leur incombe de donner d'urgence un nouvel élan à la construction européenne, critiquée comme rarement, mais toujours aussi nécessaire dans une mondialisation où l'Europe vieillit et rétrécit.

Ce nouvel élan, les Européens le trouveront d'abord en regardant le monde, bien davantage qu'ils ne l'ont fait pendant l'interminable et ravageuse crise de la zone euro. Vus de Pékin, de Brasília ou de Bamako, nous sommes d'ores et déjà unis autour de la volonté de concilier efficacité économique, cohésion sociale et protection de l'environnement, dans un cadre pluraliste.

Unissons-nous davantage pour promouvoir cette volonté commune, nos intérêts et nos valeurs dans un monde de moins en moins euro-centrique, grâce à des politiques commerciales et d'aide extérieure plus cohérentes, la création d'une véritable Union de l'énergie, ou encore le patient renforcement de notre politique étrangère et de défense commune - car l'union fait la force ! Cette union-là a naturellement besoin du Royaume-Uni, si la majorité de ses citoyens souhaitent continuer à en faire partie - car l'union n'est pas une prison ! Elle s'étendra après 2020 à quelques autres pays voisins, essentiellement dans les Balkans - son urgence à court terme étant de progresser simultanément à 28 et dans le cadre de la zone euro, pour retrouver des niveaux de croissance et d'emplois restaurant son dynamisme interne comme sa crédibilité sur le plan extérieur.

Donner un nouvel élan à l'UE suppose aussi de faire un meilleur usage des opportunités qu'elle offre comme espace d'échanges économiques et humains et comme puissance publique : même si les Etats restent maîtres des grands choix économiques, éducatifs et sociaux, la sortie de crise passe aussi par l'Europe ! Approfondissons le marché unique dans le domaine des services, de l'économie numérique, du marché des capitaux et des grandes infrastructures, afin de créer une croissance plus qualitative et davantage d'emplois, et sortons enfin de la concurrence mortifère en matière sociale et fiscale. Préservons et promouvons la libre circulation des travailleurs et des personnes, dont dépendent des millions de postes de travail, dans le respect du principe de non-discrimination, en la complétant par une politique commune et solidaire de l'immigration. Dépensons et investissons davantage ensemble, y compris en soutenant vigoureusement le plan proposé par la Commission Juncker, malgré ses limites, et en demandant aux Etats et aux acteurs privés de l'abonder plus massivement. Agissons ensemble pour lutter contre le chômage des jeunes et éviter qu'une génération perdue ne se forme. Parachevons l'union économique et monétaire en respectant les grands principes et règles qui la fondent, notamment s'agissant du contrôle de l'excès d'endettement (et non de l'endettement), et en la dotant de mécanismes politiques de légitimation et d'outils financiers de stabilisation et d'aide aux réformes, qui permettent d'éviter d'en revenir à l'Europe-FMI de ces dernières années.

Pour beaucoup d'Européens, cette "Europe-FMI" a été vécue comme une menace, parce qu'elle a été le vecteur d'une aide conditionnée à des réformes et coupes budgétaires douloureuses et injustes; on oublie trop souvent qu'elle a eu le mérite d'organiser une solidarité entre les Etats, d'ailleurs parfois mise en cause. Donner un nouvel élan à la construction européenne, c'est également lui permettre d'apparaître non comme une menace, mais comme une réponse aux menaces et défis qui nourrissent les peurs, tout en renforçant en réalité l'intérêt de s'unir : la confrontation avec Vladimir Poutine et l'instabilité de nombreux pays voisins, qu'il faut soutenir dans leur combat (en Ukraine comme en Tunisie) ; l'existence de foyers terroristes au Sahel et au Proche-Orient ; les ravages de la finance folle et de l'optimisation fiscale incontrôlée; les spectres de la déflation et de la désindustrialisation ; les risques liés au changement climatique et à la dépendance énergétique extérieure... Les nouveaux décideurs européens peuvent céder à la tentation aisée de limiter la production de normes sanitaires ou environnementales incompressibles et brocardées, dont la vertu technique est de fait souvent inférieure aux dégâts politiques qu'elles suscitent. Mais c'est in fine sur leur capacité à répondre efficacement aux principales menaces et défis qu'affrontent les Européens qu'ils seront aussi jugés au terme de leurs mandats.

L'aventure communautaire a été lancée il y a plus de 60 ans pour stimuler notre reconstruction et créer un espace de paix et de respect mutuel face à la division de l'Europe: elle doit plus que jamais démontrer sa double capacité à stimuler et à protéger les citoyens qu'elle a vocation de servir au cours des années décisives qui s'annoncent. Mesdames et Messieurs les responsables de l'UE, il est minuit moins le quart!

Comité européen d'orientation 2014: liste des participants

Joaquín Almunia, ancien Vice-président de la Commission européenne et ancien Commissaire à la concurrence

Pascale Andréani, Conseillère diplomatique du gouvernement, Ambassadrice, ancienne Représentante permanente de la France auprès de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE)

Gérard Andreck, ancien Président de la MACIF

Enrique Barón-Crespo, Président du Conseil d'administration de l'International Yehudi Menuhin Foundation, ancien Président du Parlement européen, ancien Président du groupe parlementaire des socialistes européens

Erik Belfrage, Conseiller auprès du Président de la Fondation Marcus Wallenberg et du Conseil de l'Institut suédois d'Affaires internationales, membre de la Chambre de commerce international et de la Commission trilatérale

Pervenche Berès, Députée européenne, Présidente de la délégation socialiste française

Yves Bertoncini, Directeur de Notre Europe - Institut Jacques Delors

Emma Bonino, ancienne Ministre des affaires étrangères d'Italie

Josep Borrell, ancien président de l'Institut universitaire européen de Florence et ancien Président du Parlement européen

Jean-Louis Bourlanges, Président de la Fondation du Centre, Conseiller maître à la Cour des

Comptes, ancien député européen

Laurent Cohen-Tanugi, Avocat et écrivain

Etienne Davignon, Président de Friends of Europe, Ministre d'État belge, ancien Vice-Président de la Commission européenne

Renaud Dehousse, Directeur du Centre d'études européennes, Sciences Po Paris

Jacques Delors, Président du CEO, Président fondateur de Notre Europe - Institut Jacques Delors, ancien Président de la Commission européenne

Sophie-Caroline de Margerie, Conseiller d'Etat

Isabelle Durant, députée de la région de Bruxelles-Capitale, ancienne Vice-présidente du Parlement européen

Henrik Enderlein, Directeur du Jacques Delors Institut - Berlin, professeur d'économie politique à la Hertie School of Governance - Berlin

Emilio Gabaglio, ancien Secrétaire général de la Confédération européenne des syndicats

Nicole Gnesotto, Professeur titulaire de la Chaire sur l'Union européenne au CNAM, Vice-Présidente de Notre Europe - Institut Jacques Delors

Elisabeth Guigou, Députée française, Présidente de la Commission des Affaires étrangères, ancienne Ministre française

Pascal Lamy, Président d'honneur de Notre Europe - Institut Jacques Delors, ancien directeur de l'OMC

Eneko Landaburu, Directeur Général, "Relations extérieures", Commission européenne, ancien Ambassadeur, Chef de la Délégation de l'Union européenne auprès du Royaume du Maroc

Enrico Letta, professeur invité à Sciences Po, ancien Président du Conseil italien

Pierre Lepetit, Vice-Président du Conseil d'administration, Inspecteur général des finances

Florence Mangin, Diplomate

Vitor Martins, Conseiller pour les affaires européennes du Président de la République portugaise, ancien Ministre portugais

Riccardo Perissich, Vice-président exécutif de la représentation italienne du Conseil des États-Unis et de l'Italie, ancien Directeur général pour l'Industrie à la Commission européenne,

Alojz Peterle, député européen, ancien Premier ministre slovène

Gaëtane Ricard-Nihoul, Chef de la Représentation de la Commission européenne en France (ff), ancienne secrétaire générale de Notre Europe - Institut Jacques Delors

Maria João Rodrigues, Députée européenne, Conseillère pour les politiques économiques et sociales auprès de la Commission européenne, professeur à l'Université de Lisbonne

Javier Solana, Président de l'ESADEgeo, membre éminent de la Brookings Institution, ancien Haut Représentant pour la politique étrangère et de sécurité commune

Pedro Solbes, Président de la Fundación para las Relaciones Internacionales y el Diálogo Exterior (FRIDE), ancien Ministre espagnol, ancien Commissaire européen

Christian Stoffaës, Professeur associé à l'Université Paris IX-Dauphine, Membre du conseil d'administration du Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII)

Frank Vandenbroucke, Professeur à la KU Leuven, homme politique belge, membre du parti socialiste flamand

Christine Verger, Directrice des relations avec les parlements nationaux à la Direction générale de la Présidence du Parlement européen, ancienne secrétaire générale de Notre Europe - Institut Jacques Delors

António Vitorino, Président de Notre Europe - Institut Jacques Delors, Avocat, ancien Commissaire européen, ancien Ministre portugais



Delors, Lamy, Vitorino : donnons vite un nouvel élan à l'Europe !

•
•
○ Par 3 auteurs

○ Publié le 19/12/2014 à 19:15



FIGAROVOX/EXTRAITS - Alors que l'euroscepticisme progresse, trois anciens grands dirigeants européens avancent des pistes afin de répondre aux défis, tant économiques que sociaux et géopolitiques, qu'affronte notre vieux continent.

PUBLICITÉ

Antonio Vitorino a été ministre de la défense du Portugal, et commissaire européen à la Justice et aux affaires intérieures.

Pascal Lamy a été directeur général de l'Organisation mondiale du commerce, et commissaire européen pour le commerce.

Jacques Delors a été ministre de l'économie et des finances et président de la commission européenne.

Les tensions suscitées par la crise **Ukraine-Russie** et le retour de l'incertitude politique en Grèce confirment que les autorités européennes désignées à la suite des élections de mai 2014 ont une responsabilité historique, sinon écrasante: face à la pression conjointe des eurosceptiques et des europhobes, il leur incombe de donner d'urgence un nouvel élan à la construction européenne, critiquée comme rarement, mais toujours aussi nécessaire dans une mondialisation où l'Europe vieillit et rétrécit.

Ce nouvel élan, les Européens le trouveront d'abord en regardant le monde, bien davantage qu'ils ne l'ont fait pendant l'interminable et ravageuse crise de la zone euro. Vus de Pékin, de Brasilia ou de Bamako, nous sommes d'ores et déjà unis autour de la volonté de concilier efficacité économique, cohésion sociale et protection de l'environnement, dans un cadre pluraliste.

Unissons-nous davantage pour promouvoir cette volonté commune, nos intérêts et nos valeurs dans un monde de moins en moins eurocentrique, grâce à des politiques commerciales et d'aide extérieure plus cohérentes, la création d'une véritable Union de l'énergie, ou encore le patient renforcement de notre politique étrangère et de défense commune - car l'union fait la force! Cette union-là a naturellement besoin du Royaume-Uni, si la majorité de ses citoyens souhaitent continuer à en faire partie -par l'union n'est pas une prison! Elle s'étendra après 2020 à quelques autres pays voisins, essentiellement dans les Balkans - son urgence à court terme étant de progresser simultanément à 28 et dans le cadre de la zone euro, pour retrouver des niveaux de croissance et d'emplois restaurant son dynamisme interne comme sa crédibilité externe.

Donner un nouvel élan à l'UE suppose aussi de faire un meilleur usage des opportunités qu'elle offre comme espace d'échanges économiques et humains et comme puissance publique: même si les États restent maîtres des grands choix économiques, éducatifs et sociaux, la sortie de crise passe aussi par l'Europe! Approfondissons le marché unique dans le domaine des services, de l'économie numérique, du marché des capitaux et des grandes infrastructures, afin de créer une croissance plus qualitative et davantage d'emplois, et sortons enfin de la concurrence mortifère en matière sociale et fiscale. Préservons et promouvons la libre circulation des travailleurs et des personnes, dont dépendent des millions de postes de travail, dans le respect du principe de non-discrimination, en la complétant par une politique commune et solidaire de l'immigration...

Union européenne

■ Effondrement du rouble en Russie, baisse du prix du pétrole, risque de déflation, possible arrivée au pouvoir en Grèce de la gauche radicale... Une nouvelle crise menace-t-elle l'Europe et le monde ? Au nom du think-tank Notre Europe, l'ancien président de la Commission européenne

Jacques Delors, Pascal Lamy et Antonio Vitorino plaident pour un renforcement de la construction européenne. Ils insistent sur l'urgence de ce sursaut. L'économiste Charles Wyplosz met en garde contre les risques d'une nouvelle crise au sein de la zone euro dont les dettes et les déficits restent trop importants. Pour lui, la France est le maillon faible qui pourrait provoquer cette rechute.

» Lire aussi notre sondage PAGE 6



JACQUES DELORS, PASCAL LAMY ET ANTONIO VITORINO

Les anciens présidents de la Commission* et commissaires européens avancent des pistes au nom du think-tank Notre Europe* afin de répondre aux menaces et défis, tant économiques que sociaux et géopolitiques, qu'affronte notre Vieux Continent.

Donner un nouvel élan à l'UE, vite !

Les tensions suscitées par la crise Ukraine-Russie et le retour de l'incertitude politique en Grèce confirment que les autorités européennes désignées à la suite des élections de mai 2014 ont une responsabilité historique, conjointement avec la pression conjuguée des euroceptiques et des europhobes, il leur incombe de donner d'un geste un nouvel élan à la construction européenne, critiquée comme inaboutie, mais toujours aussi nécessaire dans une mondialisation où l'Europe vieillit et rétrécit.

Ce nouvel élan, les Européens le trouveront d'abord en regardant le monde, bien davantage qu'ils ne l'ont fait pendant l'interminable et ravageuse crise de la zone euro. Vus de Pékin, de Brasilia ou de Bamako, nous sommes d'ores et déjà unis autour de la volonté de concilier efficacité économique, cohésion sociale et protection de l'environnement, dans un cadre pluraliste. Unissons-nous davantage pour promouvoir cette volonté commune, nos intérêts et nos valeurs dans un monde de moins en moins eurocentrique, grâce à des politiques commerciales et d'aide extérieure plus cohérentes, la création d'une véritable Union de l'énergie, ou

encore le patient renforcement de notre politique étrangère et de défense commune - car l'union fait la force ! Cette union-là a naturellement besoin du Royaume-Uni, et la majorité de ses citoyens souhaitent continuer à en faire partie - par l'union n'est pas une prison ! Elle s'étendra après 2020 à quelques autres pays voisins, essentiellement dans les Balkans - son urgence à court terme étant de progresser simultanément à 28 et dans le cadre de la zone euro, pour retrouver des niveaux de croissance et d'emploi restaurant son dynamisme interne comme sa crédibilité externe.

« Dépensons et investissons davantage ensemble, y compris en soutenant vigoureusement le plan proposé par la Commission Juncker, malgré ses limites, et en demandant aux États et aux acteurs privés de l'abonder plus massivement »

Donner un nouvel élan à l'UE suppose aussi de faire un meilleur usage des opportunités qu'elle offre comme espace d'échanges économiques et humains et comme puissance publique - même si les États restent maîtres des grands choix économiques, éducatifs et sociaux, la sortie de crise passe aussi par l'Europe ! Approfondissons le marché unique dans le domaine des services, de l'économie numérique, du marché des capitaux et des grandes infrastructures, afin de créer une croissance plus qualitative et davantage d'emplois, et surtout enfin de la concurrence mortifère en matière sociale et fiscale. Préservez et promouvez la libre circulation

des travailleurs et des personnes, dont dépendent des millions de postes de travail, dans le respect du principe de non-discrimination, en la complétant par une politique commune et solidaire de l'immigration. Dépensons et investissons davantage ensemble, y compris en soutenant vigoureusement le plan proposé par la Commission Juncker, malgré ses limites, et en demandant aux États et aux acteurs privés de l'abonder plus massivement. Agissons ensemble pour lutter contre le chômage des jeunes et éviter qu'une génération perdue ne se forme. Parachevons l'union économique et monétaire en respectant les grands

principes et règles qui la fondent, notamment s'agissant du contrôle de l'accès d'endettement (et non de l'endettement), et en la dotant de mécanismes politiques de légitimation et d'outils financiers de stabilisation et d'aide aux réformes, qui permettent d'éviter d'en revenir à l'Europe-FMI de ces dernières années.

Pour beaucoup d'Européens, bien au-delà des Grecs, cette « Europe-FMI » a été vécue comme une menace, parce qu'elle a été le vecteur d'une aide conditionnée à des réformes et coupes budgétaires douloureuses et injustes ; mais on oublie trop souvent qu'elle a eu le mérite d'organiser une solidarité entre les États, d'aillieurs parfois mise en cause. Donner un nouvel élan à la construction européenne, c'est également lui permettre d'apparaître non comme une menace, mais comme

une réponse aux menaces et défis qui nourrissent les peurs, tout en renforçant en réalité l'intérêt de s'unir : la coordination avec Vladimir Poutine, entrée dans une phase décisive, et l'instabilité de nombreux pays voisins, qu'il faut soutenir dans leur combat (en Ukraine comme en Tunisie) ; l'exacerbation de foyers terroristes au Sahel et au Proche-Orient ; les ravages de la finance folle et de l'optimisation fiscale incontrôlée, les spectres de la déflation et de la désindustrialisation ; les risques liés au changement climatique et à la dépendance énergétique extérieure... Les nouveaux décideurs européens peuvent aider à la tertiarisation de limiter la production de normes sanitaires ou environnementales incompressibles et brocardées, dont la venue technique est de fait souvent indissociable aux débats politiques qu'elles suscitent. Mais c'est en fin de leur capacité à répondre efficacement aux principales menaces et défis qu'affrontent les Européens qu'ils seront aussi jugés au terme de leurs mandats.

L'aventure communautaire a été lancée il y a plus de six décennies pour stimuler notre reconstruction et créer un espace de paix et de respect mutuel face à la division de l'Europe ; elle doit plus que jamais démontrer sa double capacité à stimuler et à protéger les citoyens qu'elle a vocation de servir au cours des années décisives qui s'annoncent.

Mediamas et Mediasus les seigneurs de l'UE, il est malin mais le quart ! Voir la liste sur lefigaro.fr des signataires participants au Comité européen d'orientation 2014 de Notre Europe-Juillet Jacques Delors.

L'UNIONE NON È UNA PRIGIONE

LE AUTORITÀ europee designate in seguito alle elezioni del maggio 2014 hanno una responsabilità epocale, per non dire quanto mai gravosa: a fronte delle pressioni congiunte di euroscettici ed eurofobi, compete loro dare urgentemente nuovo slancio all'edificio europeo, criticato come non mai, ma sempre indispensabile nella globalizzazione nella quale l'Europa invecchia e avvizzisce.

Questo nuovo slancio gli europei lo troveranno prima di tutto osservando il mondo ben più di quanto non abbiano fatto durante l'interminabile e devastante crisi della zona euro. Agli occhi di Pechino, Brasilia o Bamako, noi siamo già uniti attorno alla volontà di conciliare efficienza economica, coesione sociale e protezione ambientale in un contesto pluralista. Uniamoci di più per promuovere questa comune volontà, i nostri interessi, i nostri valori in un mondo sempre meno eurocentrico, grazie a politiche commerciali e aiuti esterni più coerenti, alla creazione di un'autentica Unione energetica, o ancora al paziente consolidamento della nostra politica estera e difensiva comune, perché l'unione fa la forza. Un'unione di questo tipo naturalmente ha bisogno del Regno Unito, se la maggioranza dei suoi cittadini desidererà continuare a farne parte — perché Unione non vuol dire prigione! Dopo il 2020 si allargherà a qualche altro Paese vicino, in sostanza nei Balcani, e la sua esigenza sul breve periodo è sicuramente quella di fare progressi simultaneamente nei Ventotto e nell'ambito della zona euro, per ritrovare livelli di crescita e di occupazione in grado di ristabilire tanto il suo dinamismo interno quanto la sua credibilità a livello internazionale.

Dare nuovo slancio all'Ue implica fare anche miglior uso delle opportunità che essa offre. Espandiamo il mercato unico. Manteniamo e promuoviamo la libera circolazione dei lavoratori e dei privati cittadini. Spendiamo, investiamo di più, insieme, anche appoggiando con vigore il piano proposto dalla Commissione Juncker, malgrado i suoi limiti. Agiamo uniti, per contrastare la disoccupazione giovanile. Completiamo l'unione economica e monetaria. L'"Europa-Fmi" degli ultimi anni è stata vissuta come una minaccia da molti europei. Troppo spesso ci si dimentica che essa ha avuto il merito di pianificare una solidarietà tra gli Stati, talvolta peraltro messa perfino in discussione. Dare nuovo slancio all'edificio europeo significa anche consentirgli di non presentarsi come una minaccia, bensì come una risposta alle minacce, pur continuando a rafforzare in realtà l'interesse a unirsi: lo scontro con Vladimir Putin e l'instabilità di numerosi Paesi vicini; l'esistenza di nuclei terroristici nel Sahel e nel Medio Oriente; i disastri della finanza impazzita; gli spettri della deflazione e della deindustrializzazione; i rischi collegati al cambiamento del clima e alla dipendenza energetica dall'estero... I nuovi policy maker europei potranno anche cedere alla facile tentazione di porre un limite alla creazione di norme sanitarie o ambientali incomprese e derise, la cui qualità tecnica di fatto è spesso inferiore ai danni politici che provocano. Ma, in definitiva, allo scadere dei loro mandati costoro saranno giudicati in base alla loro capacità di rispondere efficacemente alle sfide più importanti con cui sono alle prese gli europei.

L'avventura comunitaria è stata lanciata oltre 60 anni fa per stimolare la nostra ricostruzione e per creare uno spazio di pace e rispetto reciproco a fronte della divisione dell'Europa: adesso, più che mai, essa deve dimostrare di possedere la sua duplice capacità di stimolare e proteggere i cittadini che ha la vocazione di servire nel corso degli anni decisivi che ci stanno davanti. Signore e signori responsabili dell'Ue: manca davvero poco, poi il tempo sarà scaduto!

L'autore è stato presidente della Commissione europea.

Ha scritto questo testo con Antonio Vitorino e i partecipanti alla Commissione europea d'orientamento 2-014 di Notre Europe (Traduzione di Anna Bissanti)

© RIPRODUZIONE RISERVATA

Jacques Delors, Joaquin Almunia, Enrico Letta

Γρήγορα να δώσουμε νέα ώθηση στην ΕΕ!

Προτάσεις των μελών του ΔΣ του Ινστιτούτου Ζακ Ντελόρ - Notre Europe δημοσιευμένες αποκλειστικά στο «Βήμα»

ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΗ: 24/12/2014 05:45



2

Οι ευρωπαϊκές αρχές που προέκυψαν μετά τις εκλογές του Μαΐου 2014 έχουν μια ιστορική, αν όχι συντριπτική ευθύνη: απέναντι στην κοινή πίεση ευρωσκεπτικιστών και ευρωφοβικών, είναι ευθύνη τους να δώσουν επειγόντως νέα ώθηση στο ευρωπαϊκό οικοδόμημα που επικρίνεται σφοδρά αλλά παραμένει πάντα απαραίτητο σε μια παγκοσμιοποίηση όπου η Ευρώπη γερνάει και συρρικνώνεται.

Τη νέα αυτή ώθηση οι Ευρωπαίοι θα τη βρουν πρώτα κοιτώντας τον κόσμο πολύ περισσότερο απ' όσο το έκαναν στη διάρκεια της ατελείωτης και καταστροφικής κρίσης της ευρωζώνης. Ιδωμένοι από το Πεκίνο, την Μπραζίλια ή το Μπαμάκο, είμαστε ήδη ενωμένοι γύρω από την επιθυμία να συγκεράσουμε την οικονομική αποτελεσματικότητα με την κοινωνική συνοχή και την προστασία του περιβάλλοντος σε ένα πλουραλιστικό πλαίσιο. Ας ενωθούμε περισσότερο για να προωθήσουμε

αυτή την κοινή επιθυμία, τα συμφέροντά μας και τις αξίες μας σε έναν κόσμο όλο και λιγότερο ευρωκεντρικό με τη βοήθεια μιας πιο συνεπούς εμπορικής πολιτικής, μιας πραγματικής Ενεργειακής Ένωσης ή ακόμη της υπομονετικής ενίσχυσης της κοινής εξωτερικής πολιτικής και πολιτικής άμυνας - διότι η ισχύς εν τη ενώσει! Η ένωση αυτή έχει βεβαίως ανάγκη το Ηνωμένο Βασίλειο, αν η πλειοψηφία των πολιτών του επιθυμεί ακόμη να ανήκει σε αυτήν - διότι η ένωση δεν είναι φυλακή! Θα επεκταθεί μετά το 2020 σε μερικές γειτονικές χώρες, ιδίως στα Βαλκάνια - καθώς σε βραχυχρόνιο επίπεδο προτεραιότητά της είναι να ανακτήσει τα επίπεδα ανάπτυξης και απασχόλησης για να αποκαταστήσει τον εσωτερικό της δυναμισμό, όπως και την αξιοπιστία της προς τα έξω.

Για να δώσουμε μια νέα ώθηση στην ΕΕ πρέπει επίσης να κάνουμε καλύτερη χρήση των ευκαιριών που προσφέρει ως χώρος οικονομικών και ανθρώπινων ανταλλαγών και ως δημόσια δύναμη: ακόμη και αν τα κράτη παραμένουν κύριοι των μεγάλων οικονομικών, εκπαιδευτικών και κοινωνικών επιλογών τους, η έξοδος από την κρίση περνά από την Ευρώπη! Ας εμβαθύνουμε την ενιαία αγορά στον τομέα των υπηρεσιών, της ψηφιακής οικονομίας, της αγοράς κεφαλαίων και των υποδομών προκειμένου να πετύχουμε μια πιο ποιοτική ανάπτυξη και περισσότερες θέσεις εργασίας. Ας διατηρήσουμε και ας προωθήσουμε την ελεύθερη διακίνηση εργαζομένων και ατόμων από την οποία εξαρτώνται εκατομμύρια θέσεις εργασίας συμπληρώνοντάς τη με μια κοινή και αλληλέγγυα πολιτική μετανάστευσης. Ας ξοδέψουμε και ας επενδύσουμε παραπάνω μαζί. Ας ενεργήσουμε μαζί για να καταπολεμήσουμε την ανεργία των νέων και να αποφύγουμε μια χαμένη γενιά. Ας ολοκληρώσουμε την Οικονομική και Νομισματική Ένωση σεβόμενοι τις βασικές αρχές και τους κανόνες που την ίδρυσαν, κυρίως όσον αφορά τον έλεγχο του υπερδανεισμού (και όχι του δανεισμού) και χαρίζοντάς της πολιτικούς μηχανισμούς νομιμοποίησης και οικονομικά εργαλεία που θα επιτρέψουν να μην επιστρέψουμε στην Ευρώπη - ΔΝΤ των τελευταίων ετών.

Πολλοί Ευρωπαίοι βίωσαν την «Ευρώπη - ΔΝΤ» σαν μια απειλή, διότι ήταν ο φορέας βοήθειας υπό τον όρο να πραγματοποιηθούν επώδυνες και άδικες μεταρρυθμίσεις και περικοπές. Πολύ συχνά ξεχνάμε ότι οργάνωσε την αλληλεγγύη μεταξύ των κρατών η οποία ενίοτε τίθεται υπό αμφισβήτηση. Το να δώσουμε νέα ώθηση στο ευρωπαϊκό οικοδόμημα ισοδυναμεί επίσης με το να το κάνουμε να μοιάζει όχι σαν απειλή αλλά σαν απάντηση στις απειλές και στις προκλήσεις που τρέφουν τους φόβους, ενισχύοντας στην πραγματικότητα την ανάγκη να ενωθούμε: η αντιπαράθεση με τον Βλαντίμιρ Πούτιν και η αστάθεια πολλών γειτονικών κρατών τα οποία πρέπει να υποστηρίξουμε στον αγώνα τους (Ουκρανία και Τυνησία), η ύπαρξη τρομοκρατικών πυρήνων στο Σαχέλ και στη Μέση Ανατολή, το φάσμα του αποπληθωρισμού και της αποβιομηχάνισης, οι κίνδυνοι που συνδέονται με την κλιματική αλλαγή και την ενεργειακή εξάρτηση... Οι νέοι ευρωπαίοι αξιωματούχοι θα κριθούν στο τέλος της θητείας τους για την ικανότητά τους να απαντούν αποτελεσματικά στις κυριότερες απειλές και προκλήσεις που αντιμετωπίζουν οι Ευρωπαίοι.

Η ευρωπαϊκή περιπέτεια ξεκίνησε πριν από 60 και πλέον χρόνια για να τονώσει την ανοικοδόμηση της Ευρώπης και να δημιουργήσει έναν χώρο ειρήνης και αμοιβαίου σεβασμού απέναντι στον διχασμό της Ευρώπης. Οφείλει σήμερα περισσότερο από ποτέ να δείξει τη διττή ικανότητά της να τονώνει και να προστατεύει τους πολίτες που έχει σχεδιαστεί για να υπηρετεί στη διάρκεια των καθοριστικών χρόνων που έρχονται. Κυρίες και κύριοι αξιωματούχοι της ΕΕ, η ώρα είναι δώδεκα παρά τέταρτο!

** Το κείμενο αυτό, που δημοσιεύεται αποκλειστικά από «Το Βήμα» στην Ελλάδα, υπογράφεται από τα μέλη του ΔΣ του Ινστιτούτου Ζακ Ντελόρ - Notre Europe. Ανάμεσά τους οι κ.κ. Jacques Delors, πρώην πρόεδρος της Ευρωπαϊκής Επιτροπής, Joaquín Almunia, πρώην επίτροπος, και Enrico Letta, πρώην πρωθυπουργός της Ιταλίας.*

Éditorial. Europe : un nouvel élan

Monde - 03 Janvier

François Régis Hutin

Les lampions sont éteints, on a rentré les fanfares, la fête de l'An nouveau est finie. Mais l'année nouvelle est devant nous.

Il nous faut reprendre le collier, aller de l'avant et regarder les réalités en face pour mieux relever les défis qui se présentent, à l'intérieur comme à l'extérieur de notre pays.

Dans un monde en quelque sorte rétréci par la rapidité des échanges et par l'instantanéité de l'information, nous avons le sentiment d'être bousculés de toutes parts. Nous sommes parfois dépassés par l'ampleur des événements que nous ne parvenons pas à contrôler. Il en est ainsi de l'interminable crise économique qui sévit depuis des années et multiplie désespérément le nombre des chômeurs.

Quelle dynamique pourrait contribuer à nous sortir de ces difficultés ? Nous savons bien désormais qu'un pays de la taille de la France ne peut y parvenir isolément. Notre seule chance, pour le moyen terme et le long terme, est l'Union européenne, à condition, bien sûr, de ne pas la laisser dépérir. Or nous voyons bien qu'elle est décriée, vilipendée, attaquée notamment par des courants, des partis populistes qui, démagogiquement, en appellent au rétablissement de la souveraineté des pays adhérents de l'Union. Ils ne voient pas, ou feignent de ne pas voir, que notre souveraineté sera pulvérisée par les évolutions de pays tels que la Chine ou les Émirats arabes, qui déjà débarquent chez nous.

Il est minuit moins le quart...

C'est en nous regroupant dans un ensemble plus vaste que nous pourrions mieux assurer notre avenir. Un certain nombre de pays ne s'y trompent pas et manifestent leur désir d'adhésion ou d'approfondissement de leurs relations avec l'Union européenne. On le voit aujourd'hui avec la Lituanie qui adopte l'euro ; avec l'Ukraine qui se sent menacée par son puissant voisin. Évidemment, tous ceux qui rêvent d'entrer dans l'Union ne pourront y être accueillis. Nous qui avons la chance d'en être partie intégrante et même fondateur, nous avons des responsabilités particulières.

De nouvelles autorités européennes ont été désignées depuis mai 2014. Elles peuvent, elles doivent donner un nouvel élan à la construction européenne qui réaffirmera « sa volonté de concilier efficacité économique, cohésion sociale et protection de l'environnement », écrivent [Jacques Delors, Pascal Lamy et Antonio Vitorino dans Le Figaro](#) (1).

Ils ouvrent aussi plusieurs perspectives et rappellent un certain nombre de nécessités : création d'une véritable union de l'énergie, renforcement de notre politique étrangère et de défense commune, sortie de la concurrence mortifère en matière sociale et fiscale, adoption d'une politique commune et solidaire de l'immigration, dépenser et investir davantage ensemble, en soutenant vigoureusement le plan proposé par la Commission, agir ensemble pour lutter contre le chômage des jeunes, parachever l'union monétaire et économique...

On le voit, il y a beaucoup à faire. Contrairement à ce que l'on pense communément, ce n'est pas d'abord la Commission ou son président qui peuvent réellement faire avancer les choses. Ils ne sont que force de proposition. Ce sont les chefs d'États membres qui ont en commun le pouvoir. Mais veulent-ils vraiment aller de l'avant ? Il est grand temps qu'ils le démontrent car, comme le disent les auteurs cités ci-dessus : « **Il est minuit moins le quart !** ». Et le nouveau commissaire européen, Pierre Moscovici, renchérit de son côté : « **Il est moins cinq !** »

(1) *Le Figaro*, 20 décembre 2014.



Jacques Delors réclame un nouvel élan pour l'UE

Donner un nouvel élan à l'UE: vite! demandent Jacques Delors, Antonio Vitorino et les participants du Comité européen d'orientation 2014 de Notre Europe - Institut Jacques Delors.*

« Les autorités européennes désignées suite aux élections de mai 2014 ont une responsabilité historique, sinon écrasante : face à la pression conjointe des eurosceptiques et des europhobes, il leur incombe de donner d'urgence un nouvel élan à la construction européenne, critiquée comme rarement, mais toujours aussi nécessaire dans une mondialisation où l'Europe vieillit et rétrécit.

Ce nouvel élan, les Européens le trouveront d'abord en regardant le monde, bien davantage qu'ils ne l'ont fait pendant l'interminable et ravageuse crise de la zone euro. Vus de Pékin, de Brasilia ou de Bamako, nous sommes d'ores et déjà unis autour de la volonté de concilier efficacité économique, cohésion sociale et protection de l'environnement, dans un cadre pluraliste. Unissons-nous davantage pour promouvoir cette volonté commune, nos intérêts et nos valeurs dans un monde de moins en moins euro-centrique, grâce à des politiques commerciales et d'aide extérieure plus cohérentes, la création d'une véritable Union de l'énergie, ou encore le patient renforcement de notre politique étrangère et de défense commune - car l'union fait la force ! Cette union-là a naturellement besoin du Royaume-Uni, si la majorité de ses citoyens souhaitent continuer à en faire partie - car l'union n'est pas une prison ! Elle s'étendra après 2020 à quelques autres pays voisins, essentiellement dans les Balkans - son urgence à court terme étant de progresser simultanément à 28 et dans le cadre de la zone euro, pour retrouver des niveaux de croissance et d'emplois restaurant son dynamisme interne comme sa crédibilité sur le plan extérieur.

Donner un nouvel élan à l'UE suppose aussi de faire un meilleur usage des opportunités qu'elle offre comme espace d'échanges économiques et humains et comme puissance publique : même si les Etats restent maîtres des grands choix économiques, éducatifs et sociaux, la sortie de crise passe aussi par l'Europe ! Approfondissons le marché unique dans le domaine des services, de l'économie numérique, du marché des capitaux et des grandes infrastructures, afin de créer une croissance plus qualitative et davantage d'emplois, et sortons enfin de la concurrence mortifère en matière sociale et fiscale. Préservons et promouvons la libre circulation des travailleurs et des personnes, dont dépendent des millions de postes de travail, dans le respect du principe de non-discrimination, en la complétant par une politique commune et solidaire de l'immigration. Dépensons et investissons davantage ensemble, y compris en soutenant vigoureusement

le plan proposé par la Commission Juncker, malgré ses limites, et en demandant aux Etats et aux acteurs privés de l'abonder plus massivement. Agissons ensemble pour lutter contre le chômage des jeunes et éviter qu'une génération perdue ne se forme.

Parachevons l'union économique et monétaire en respectant les grands principes et règles qui la fondent, notamment s'agissant du contrôle de l'excès d'endettement (et non de l'endettement), et en la dotant de mécanismes politiques de légitimation et d'outils financiers de stabilisation et d'aide aux réformes, qui permettent d'éviter d'en revenir à l'Europe-FMI de ces dernières années.

Pour beaucoup d'Européens, cette « Europe-FMI » a été vécue comme une menace, parce qu'elle a été le vecteur d'une aide conditionnée à des réformes et coupes budgétaires douloureuses et injustes; on oublie trop souvent qu'elle a eu le mérite d'organiser une solidarité entre les Etats, d'ailleurs parfois mise en cause. Donner un nouvel élan à la construction européenne, c'est également lui permettre d'apparaître non comme une menace, mais comme une réponse aux menaces et défis qui nourrissent les peurs, tout en renforçant en réalité l'intérêt de s'unir : la confrontation avec Vladimir Poutine et l'instabilité de nombreux pays voisins, qu'il faut soutenir dans leur combat (en Ukraine comme en Tunisie) ; l'existence de foyers terroristes au Sahel et au Proche-Orient ; les ravages de la finance folle et de l'optimisation fiscale incontrôlée; les spectres de la déflation et de la désindustrialisation ; les risques liés au changement climatique et à la dépendance énergétique extérieure... Les nouveaux décideurs européens peuvent céder à la tentation aisée de limiter la production de normes sanitaires ou environnementales incomprises et brocardées, dont la vertu technique est de fait souvent inférieure aux dégâts politiques qu'elles suscitent. Mais c'est in fine sur leur capacité à répondre efficacement aux principales menaces et défis qu'affrontent les Européens qu'ils seront aussi jugés au terme de leurs mandats.

L'aventure communautaire a été lancée il y a plus de 60 ans pour stimuler notre reconstruction et créer un espace de paix et de respect mutuel face à la division de l'Europe : elle doit plus que jamais démontrer sa double capacité à stimuler et à protéger les citoyens qu'elle a vocation de servir au cours des années décisives qui s'annoncent. Mesdames et Messieurs les responsables de l'UE, il est minuit moins le quart! »

*Le Comité d'orientation réunit des personnalités européennes de haut niveau pour débattre de sujets fondamentaux pour l'avenir de l'UE. Il joue un rôle d'orientation pour les travaux de « Notre Europe - Institut Jacques Delors » et émet des pistes pour l'avenir de la construction européenne. Présidé par Jacques Delors, le CEO de réunit une fois par an. A l'issue de ses travaux, il adopte une déclaration, publiée dans de nombreux quotidiens nationaux européens. La déclaration ci-dessus a été adoptée à l'unanimité lors du comité annuel qui a eu lieu à Paris, le 13 décembre dernier.

Parmi les signataires, on retrouve: Joaquín Almunia, ancien Vice-président de la Commission européenne et ancien Commissaire à la concurrence, Pascale Andréani, Conseillère diplomatique du gouvernement, Ambassadrice, ancienne Représentante permanente de la France auprès de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), Gérard Andreck, ancien Président de la MACIF, Enrique Barón-Crespo, Président du Conseil d'administration de l'International Yehudi Menuhin Foundation, ancien Président du Parlement européen, ancien Président du groupe parlementaire des socialistes européens, Erik Belfrage, Conseiller auprès du Président de la Fondation Marcus Wallenberg et du Conseil de l'Institut suédois d'Affaires internationales, membre de la Chambre de commerce international et de la Commission trilatérale, Pervenche Berès, Députée européenne, Présidente de la délégation socialiste française, Yves Bertoncini, Directeur de Notre Europe - Institut Jacques Delors, Emma Bonino, ancienne Ministre des affaires étrangères d'Italie, Josep Borrell, ancien président de l'Institut universitaire européen de Florence et ancien Président du Parlement

européen, Jean-Louis Bourlanges, Président de la Fondation du Centre, Conseiller maître à la Cour des Comptes, ancien député européen, Laurent Cohen-Tanugi, Avocat et écrivain, Etienne Davignon, Président de Friends of Europe, Ministre d'État belge, ancien Vice-Président de la Commission européenne, Renaud Dehousse, Directeur du Centre d'études européennes, Sciences Po Paris, Jacques Delors, Président du CEO, Président fondateur de Notre Europe - Institut Jacques Delors, ancien Président de la Commission européenne, Sophie-Caroline de Margerie, Conseiller d'État, Isabelle Durant, députée de la région de Bruxelles-Capitale, ancienne Vice-présidente du Parlement européen, Henrik Enderlein, Directeur du Jacques Delors Institut - Berlin, professeur d'économie politique à la Hertie School of Governance - Berlin, Emilio Gabaglio, ancien Secrétaire général de la Confédération européenne des syndicats, Nicole Gnesotto, Professeur titulaire de la Chaire sur l'Union européenne au CNAM, Vice-Présidente de Notre Europe - Institut Jacques Delors, Elisabeth Guigou, Députée française, Présidente de la Commission des Affaires étrangères, ancienne Ministre française, Pascal Lamy, Président d'honneur de Notre Europe - Institut Jacques Delors, ancien directeur de l'OMC, Eneko Landaburu, Directeur Général, "Relations extérieures", Commission européenne, ancien Ambassadeur, Chef de la Délégation de l'Union européenne auprès du Royaume du Maroc, Enrico Letta, professeur invité à Sciences Po, ancien Président du Conseil italien, Pierre Lepetit, Vice-Président du Conseil d'administration, Inspecteur général des finances, Florence Mangin, Diplomate, Vitor Martins, Conseiller pour les affaires européennes du Président de la République portugaise, ancien Ministre portugais, Riccardo Perissich, Vice-président exécutif de la représentation italienne du Conseil des États-Unis et de l'Italie, ancien Directeur général pour l'Industrie à la Commission européenne, Alojz Peterle, député européen, ancien Premier ministre slovène, Gaëtane Ricard-Nihoul, Chef de la Représentation de la Commission européenne en France (ff), ancienne secrétaire générale de Notre Europe - Institut Jacques Delors, Maria João Rodrigues, Députée européenne, Conseillère pour les politiques économiques et sociales auprès de la Commission européenne, professeur à l'Université de Lisbonne, Javier Solana, Président de l'ESADEgeo, membre éminent de la Brookings Institution, ancien Haut Représentant pour la politique étrangère et de sécurité commune, Pedro Solbes, Président de la Fundación para las Relaciones Internacionales y el Diálogo Exterior (FRIDE), ancien Ministre espagnol, ancien Commissaire européen, Christian Stoffaës, Professeur associé à l'Université Paris IX-Dauphine, Membre du conseil d'administration du Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII), Frank Vandenbroucke, Professeur à la KU Leuven, homme politique belge, membre du parti socialiste flamand, Christine Verger, Directrice des relations avec les parlements nationaux à la Direction générale de la Présidence du Parlement européen, ancienne secrétaire générale de Notre Europe - Institut Jacques Delors, António Vitorino, Président de Notre Europe - Institut Jacques Delors, Avocat, ancien Commissaire européen, ancien Ministre portugais.

Débats Opinions

Donner un nouvel élan à l'Europe... vite !

■ Il est minuit moins le quart pour réagir face à la pression conjointe des eurosceptiques et des europhobes, dans une mondialisation où l'Europe vieillit et rétrécit.

Les autorités européennes désignées suite aux élections de mai 2014 ont une responsabilité historique, sinon écrasante : face à la pression conjointe des eurosceptiques et des europhobes, il leur incombe de donner d'urgence un nouvel élan à la construction européenne, critiquée comme rarement, mais toujours aussi nécessaire dans une mondialisation où l'Europe vieillit et rétrécit.

Ce nouvel élan, les Européens le trouveront d'abord en regardant le monde, bien davantage qu'ils ne l'ont fait pendant l'interminable et ravageuse crise de la zone euro. Vus de Pékin, de Brasilia ou de Bamako, nous sommes d'ores et déjà unis autour de la volonté de concilier efficacité économique, cohésion sociale et protection de l'environnement, dans un cadre pluraliste. Unissons-nous davantage pour promouvoir cette volonté commune, nos intérêts et nos valeurs dans un monde de moins en moins euro-centrique, grâce à des politiques commerciales et d'aide extérieure plus cohérentes et la création d'une véritable Union de l'énergie, ou encore le patient renforcement de notre politique étrangère et de défense commune – car l'union fait la force ! Cette union-là a naturellement besoin du Royaume-Uni, si la majorité de ses citoyens souhaitent continuer à en faire partie – car l'union n'est pas une prison !

Elle s'étendra après 2020 à quelques autres pays voisins, essentiellement dans les Balkans – son urgence à court terme étant de progresser simultanément à 28 et dans le cadre de la zone

euro, pour retrouver des niveaux de croissance et d'emplois restaurant son dynamisme interne comme sa crédibilité sur le plan extérieur.

Donner un nouvel élan à l'UE suppose aussi de faire un meilleur usage des opportunités qu'elle offre comme espace d'échanges économiques et humains et comme puissance publique : même si les Etats restent maîtres des grands choix économiques, éducatifs et sociaux, la sortie de crise passe aussi par l'Europe ! Approfondissons le marché unique dans le domaine des services, de l'économie numérique, du marché des capitaux et des grandes

infrastructures, afin de créer une croissance plus qualitative et davantage d'emplois, et sortons enfin de la concurrence mortifère en matière sociale et fiscale.

Préservez et promouvez la libre circulation des travailleurs et des personnes, dont dépendent des millions de postes de travail, dans le respect du principe de non-discrimination, en la complétant par une politique commune et solidaire de l'immigration. Dépensez et investissez davantage ensemble, y compris en soutenant vigoureusement le plan proposé par la Commission Juncker, malgré ses limites, et en demandant aux Etats et aux acteurs privés de l'abonder plus massivement.

Agissons ensemble pour lutter contre le chômage des jeunes et éviter qu'une génération perdue ne se forme. Parachevons l'union économique et

monétaire en respectant les grands principes et règles qui la fondent, notamment s'agissant du contrôle de l'excès d'endettement (et non de l'endettement), et en la dotant de mécanismes politiques de légitimation et d'outils financiers de stabilisation et d'aide aux réformes, qui permettent d'éviter d'en revenir à l'Euro-FMI de ces dernières années.

Pour beaucoup d'Européens, cette "Europe-FMI" a été vécue comme une menace, parce qu'elle a été le vecteur d'une aide conditionnée à des réformes et coupes budgétaires douloureuses et injustes ; on oublie trop souvent qu'elle a eu le mérite d'organiser une solidarité entre les Etats, d'ailleurs parfois mise en cause.

Donner un nouvel élan à la construction européenne, c'est également lui permettre d'apparaître non comme une menace, mais comme une réponse aux menaces et défis qui nourrissent les peurs, tout en renforçant en réalité l'intérêt de s'unir : la confrontation avec Vladimir Poutine et l'instabi-

lité de nombreux pays voisins, qu'il faut soutenir dans leur combat (en Ukraine comme en Tunisie) ; l'existence de foyers terroristes au Sahel et au Proche-Orient ; les ravages de la finance folle et de l'optimisation fiscale incontrôlée ; les spectres de la déflation et de la désindustrialisation ; les risques liés au changement climatique et à la dépendance énergétique extérieure...

Les nouveaux décideurs européens peuvent céder à la tentation aisée de limiter la production de normes sanitaires ou environnementales incompréhensibles et brocardées, dont la vertu technique est de fait souvent inférieure aux dégâts politiques qu'elles suscitent.

Mais c'est *in fine* sur leur capacité à répondre efficacement aux principales menaces et défis qu'affrontent les



The EU needs a fresh boost... fast!

5

Disclaimer: all opinions in this column reflect the views of the author(s), not of EurActiv.com PLC.

Published: 12/01/2015 - 15:40 | **Updated:** 13/01/2015 - 12:32

1



A demonstrator at a pro-euro rally in Brussels. [\[Rock Cohen/Flickr\]](#)

The European authorities appointed in the wake of the 2014 elections have an historic, not to say overwhelming, task ahead of them, write Jacques Delors, Pascal Lamy, and António Vitorino.

Jacques Delors is a French economist and politician, and former President of the European Commission.

Pascal Lamy is a French political advisor and businessman, and former Director-General of the World Trade Organisation.

António Vitorino is a Portuguese politician and member of the Socialist Party.

Faced with the pressure being brought to bear by Eurosceptics and Europhobes alike, it falls to them to urgently impart a fresh thrust to the construction of Europe – a process which may be the target of greater criticism than ever before but which continues to be crucial in a world where globalisation is advancing and Europe is shrinking and growing old.

The Europeans will find the fuel to impart this new boost to their construction process primarily by casting their gaze over the world at large far more than they have done during the endless and devastating crisis in the euro area. Seen from Beijing, from Brasilia or from Bamako, we are already united around the will to reconcile economic efficiency, social cohesion and environmental safeguards in a pluralistic framework. We must unite further in order to promote this common will, along with our interests and our values, in an increasingly less Eurocentric world through the

adoption of more consistent trade and external aid policies, through the creation of a genuine energy union, and through the patient bolstering of our common foreign and defence policy, because strength lies in numbers! This Union naturally needs the United Kingdom – but only as long as a majority of its citizens still wish to be a part of it, because the Union is by no means a prison! It is going to expand after 2020 to embrace other neighbouring countries, essentially in the Balkans, but its priority in the short term is for all 28 of its current member states to move forward simultaneously and in the context of the euro area, in order to rediscover the kind of growth and employment levels capable of reviving both its dynamism on the internal level and its credibility in the external arena.

Imparting a fresh thrust to the EU includes making better use of the opportunities that it offers as a space for economic and human exchange and as a public power. Even if the nation states continue to be the masters of their major choices in the economic, educational and social spheres, emerging from the crisis also involves Europe! We must deepen the single market in the sphere of the service industry, of the digital economy, of capital markets and of major infrastructures in order to foster a more quality-based growth and more jobs. And we must emerge once and for all from the lethal competition besetting the social and fiscal spheres. We must safeguard and promote the free movement of workers and of people, on which millions of jobs depend, in compliance with the principle of non-discrimination, and we must complete this free movement system with a common, solidarity-based immigration policy. We must spend and invest more together, including by displaying vigorous support for the plan proposed by the Juncker Commission, for all its limitations, and by calling on the member states and on private players to match that plan with their own investments to a far greater degree. We must act together in the struggle against youth unemployment and we must avert the threat of a lost generation. We must complete the Economic and Monetary Union by complying with the major principles and regulations on which that union is based, in particular with regard to monitoring excessive indebtedness (rather than indebtedness itself), while at the same time endowing it with the political tools required to bolster its legitimacy and the financial tools needed for stabilisation and for aid with reforms, so as to avert any chance of a return to the IMF-Europe of the past few years.

Many Europeans have experienced this "IMF-Europe" as a threat, because it has been a purveyor of aid pegged to painful and unfair budget cuts and reforms. People too often forget that it has had the merit of organising that solidarity among member states that had been called into question on more than one occasion. Imparting a fresh thrust to the construction of Europe also means allowing Europe to be perceived not as a threat but as an answer to the threats and challenges fueling people's fears while at the same time actually strengthening the benefits to be gained from uniting. Those benefits include: the showdown with Vladimir Putin and the instability besetting numerous neighbouring countries that we need to support in their struggle (in Ukraine, but also in Tunisia); the existence of terrorist hotbeds in the Sahel and in the Near East; the ravages of "mad" finance and of unbridled tax optimisation; the spectres of deflation and of de-industrialisation; the risks occasioned by a changing climate and by our dependence on external energy sources... Europe's new decision-makers may give in to the easy temptation to restrict the production of misunderstood and ridiculed environmental or health measures whose technical virtue is frequently less than the political damage that they cause. But at the end of the day, it is on their ability to respond effectively to the main threats and challenges which the Europeans are having to face that they are going to be judged at the end of their mandates.

The Community adventure was launched over sixty years ago to stimulate our reconstruction and to forge a space for peace and for mutual respect in the face of a divided Europe. It needs to prove today, more than ever before in its history, that it has the dual ability both to stimulate and to protect the citizens whom it is called on to serve over the coming years – years which look set to be of crucial importance. Ladies and gentlemen in charge of the European institutions, time is of the essence!

EXTERNAL LINKS:

European Steering Committee

- [Editorial signatories](#)

Jacques Delors

Antonio Vitorino and Pascal Lamy

Former Brussels supremo acknowledges Britain could be on the way out of the EU

FORMER Brussels supremo Jacques Delors today publicly acknowledged that Britain could be on the way out of the European Union.

Published: **16:25, Tue, January 13, 2015**

By **MACER HALL**



Jacques Delors was President of the European Commission

The French socialist who was President of the European Commission, seen as one of the **architects** of the modern EU, said the UK should be allowed to leave the bloc if British voters have had enough of membership.

His remarks, in a joint article with fellow Brussels veterans Pascal Lamy and Antonio Vitorino, are being seen as fresh evidence that Britain's ties with the EU are unravelling.

"This Union naturally needs the United Kingdom - but only as long a majority of its citizens still wish to be a part of it, because the Union is by no means a prison," the trio wrote in an article on the Euractiv website.

They also called for the EU to ignore concerns about cross-border migration that are becoming particularly acute in the UK.

This Union naturally needs the United Kingdom - but only as long a majority of its citizens still wish to be a part of it, because the Union is by no means a prison

Jacques Delors

"We must safeguard and promote the free movement of workers and of people, on which millions of jobs depend, in compliance with the principle of non-discrimination, and we must complete this free movement system with a common, solidarity-based immigration policy," the article said.

And the trio went on to demand even higher levels of spending of taxpayers' cash across the EU.

"We must spend and invest more together," they said.

Campaigners for looser ties with Brussels seized on his remarks as another sign of the divide between the EU elite and British voters.

Matthew Elliott, Chief Executive of Eurosceptic campaign group **Business** for Britain said: "It's nice to see that even the modern architects of the EU now realise that the EU needs to change if the UK is to remain a member.

"But these EU grandees still fail to grasp why so many Europeans are deeply unhappy with the EU, by yet again arguing for more integration, more Brussels and a greater focus on propping up the Euro."

Mr Delors, 89, was European Commission President from 1985 to 1995 and frequently clashed with then UK prime minister Margaret Thatcher over Brussels' increasingly federalist ambitions.

Jacques Delors y Antonio Vitorino

Dar un nuevo impulso a la UE

Las autoridades europeas designadas tras las elecciones de mayo del 2014 tienen una responsabilidad histórica, sino abrumadora, frente a la presión conjunta de los euroescépticos y los antieuropeos, es responsabilidad suya dar urgentemente un nuevo impulso a la integración europea, criticada como pocas veces, pero siempre tan necesaria en una globalización en la que Europa está envejeciendo y perdiendo peso.

Este nuevo impulso lo encontrarán primero los europeos mirando al mundo, mucho más de lo que lo han hecho durante la interminable y devastadora crisis de la eurozona. Vistos desde Pekín, Brasilia y Bamako, ya estamos unidos por el deseo de reconciliar la eficacia económica, la cohesión social y la protección del medio ambiente en un contexto pluralista. Unámonos más para promover esta voluntad común, nuestros intereses y nuestros valores en un mundo menos eurocéntrico, a través de políticas comerciales y de asistencia externa más coherente, de la creación de una verdadera Unión de la energía y el fortalecimiento paciente de nuestra política exterior y de defensa, porque la unión hace la fuerza! Esta unión, naturalmente, necesita del Reino Unido, si la mayoría de sus ciudadanos quieren seguir siendo parte de ella, porque la unión no es una cárcel! La UE se ampliará a partir del 2020 con algunos otros países vecinos, principalmente en los Balcanes, y una prioridad a corto plazo es aumentar de forma simultánea a 28 dentro de la zona euro, para encontrar niveles de crecimiento y puestos de trabajo que restituyan tanto su dinamismo interno como su credibilidad en la escena exterior.

Dar un nuevo impulso a la UE también significa hacer un mejor uso de las oportunidades que ofrece como espacio de intercambios económicos y humanos y como poder público; aunque los estados siguen manteniendo el control de las principales

decisiones económicas, educativas y sociales, la salida de la crisis también pasa por Europa! Profundicemos el mercado único en el marco de los servicios, la economía digital, el mercado de capitales y las grandes infraestructuras con el fin de crear un crecimiento más cualitativo y más puestos de trabajo, y salgamos finalmente de la competencia a muerte en asuntos sociales y fiscales. Preservemos y promovamos la libre circulación de trabajadores y personas, de la que dependen millones de pue-

ños políticos de legitimación y los instrumentos financieros de estabilización y apoyo a las reformas que eviten volver a la Europa-FMI de estos últimos años.

Para muchos europeos, esta Europa-FMI ha sido vista como una amenaza, porque ha sido el vector de la ayuda condicionada a las reformas y los recortes fiscales dolorosos e injustos; a menudo olvidamos que ha tenido el mérito de organizar una solidaridad entre los estados, por otra parte a veces cuestionados. Dar un nuevo impulso a la construcción europea es también permitirle aparecer no como una amenaza sino como una respuesta a las amenazas y desafíos que alimentan los temores, reforzando en realidad el interés por unirse. El enfrentamiento con Vladimir Putin y la inestabilidad

en muchos países vecinos a quienes hay que apoyar en su lucha (tanto en Ucrania como en Túnez); la existencia de brotes de terrorismo en el Sahel y Oriente Medio; los estragos de las finanzas locas y la optimización fiscal incontrolada; el espectro de la deflación y la desindustrialización; los riesgos relacionados con el cambio climático y la dependencia energética exterior... Los nuevos responsables

políticos europeos pueden ceder fácilmente a la tentación de limitarse a la producción de normas sanitarias o medioambientales incomprensibles, cuya virtud técnica es a menudo menor que el daño político que plantean. Pero en última instancia serán juzgados al final de su mandato por su capacidad para responder eficazmente a las amenazas y desafíos que afrontan los europeos.

La aventura comunitaria fue lanzada hace más de 60 años para estimular nuestra reconstrucción y crear un espacio de paz y respeto mutuo frente a la división de Europa: más que nunca tiene que demostrar su doble capacidad de estimular y proteger a los ciudadanos y que tiene la vocación de servicio para los años decisivos que se avecinan. Señoras y señores responsables de la Unión, ¡falta un cuarto de hora para la medianoche!



JORDI BARRA

tos de trabajo, respetando el principio de no discriminación, completándolo con una política de inmigración común y solidaria. Gastemos e invirtamos juntos, incluso apoyando energéticamente el plan propuesto por la Comisión Juncker, a pesar de sus limitaciones, y pidamos a los estados y los actores privados que participen en mayor medida. Trabajemos juntos para luchar contra el desempleo juvenil e impedir que se cree una generación perdida. Completemos la unión económica y monetaria de conformidad con los principios y normas en que se basa, sobre todo para el control del exceso de deuda (y no de la deuda), y propongámonos los mecanis-

J. DELORS, A. VITORINO, participantes del Comité Directar Europeo de Nuestra Europa en 2014 - Instituto Jacques Delors



Pilar Rahola

Muertes de segunda

Hace más de veinte años, en un viaje por Etiopía, con la intención de hacer un reportaje para TV3 sobre las hambrunas que asolaban a la población, un luchador eritreo (en esa época, en guerra con Etiopía) me justificó el secuestro de unos médicos de Médicos sans Frontières con esta frase que siempre he recordado: "Si mueren dos mil negros en una guerra africana, nadie se preocupa. Pero si secuestramos a un blanco, salimos en *Le Monde*". Y tenía razón, porque la noticia salió en portada.

Esta misma idea define, con cruel precisión, lo que ocurre hoy en día, como si el tiempo avanzara, pero nunca avanzara la realidad, y como ejemplo, las matanzas lejanas que recorren los noticieros de estos tiempos, sin que nos arañen la consciencia. Por supuesto, si nos matan en casa nos indignamos, escandalizamos, movilizamos, y buscamos vías eficaces para luchar contra la monstruosidad terrorista. Personalmente, me coloco en la primera fila del compromiso, porque soy de los que creen que la ideología totalitaria que nos amenaza debe ser vencida comple-

¿El terrorismo es más terrorismo cuando mata en París o en Madrid que cuando asesina en Nigeria?

tamente y que hemos tardado mucho en reaccionar. Pero no puedo entender que los mismos que nos horrorizamos por la muerte de veinte personas en París no lo hagamos cuando el islamofascismo asesina a trece niños porque estaban viendo un partido de fútbol, o secuestra a centenares de niñas para usarlas como objeto sexual, o acuchilla a personas en un autobús de Jerusalén, o masaca en un mercado de Nigeria utilizando a una niña de 10 años como bomba humana. Esta ideología islamista extrema no es terrorífica porque nos mata en casa, sino porque mata, mata indiscriminadamente, mata sin otra razón que la muerte, convirtiendo al ser humano en objetivo de su cruzada. Al igual que el nazismo, que quebró todos los principios de la civilización, el islamofascismo también practica un nihilismo extremo que se salta todas las

Europa braucht neuen Schub

Jacques Delors fordert von der EU-Kommission, auf vielen Feldern die Initiative zu ergreifen.

Die europäischen Führungskräfte, die nach den Wahlen im Mai 2014 ins Amt gekommen sind, werden mit einer historischen Aufgabe konfrontiert. Sie müssen, unter scharfer Kritik von Euroskeptikern und Eurofeinden, dem Aufbau von Europa neue Impulse geben. Dies ist dringend notwendig in einer globalisierten Welt, in der Europa schrumpft und altert. Nur so wird es möglich sein, durch Wachstum und einen hohen Grad an Beschäftigung eine innere Dynamik zu erzeugen und unsere Glaubwürdigkeit vor Außenstehenden zurückzugewinnen.

In einer Welt, die sich immer weniger um Europa dreht, müssen wir etwa unseren Handel und unsere Auslandshilfen besser aufeinander abstimmen, wir müssen eine wirkliche Energieunion schaffen und unsere gemeinsame Außen- und Verteidigungspolitik ausbauen. Der EU einen neuen Impuls geben heißt auch, besser Gebrauch von den Möglichkeiten zu machen, die sie als Raum für ökonomischen und menschlichen Austausch bietet.

Dazu gehört, den Binnenmarkt im Hinblick auf den Dienstleistungssektor, die digitale Ökonomie, die Kapitalmärkte und die wichtigsten Infrastrukturnetze weiter auszubauen, um so ein zunehmend qualitätsorientiertes Wachstum und mehr Beschäftigung zu erreichen. Und wir müssen ein für alle Mal den lähmenden Wettbewerb, der sich im sozialen und finanziellen Bereich breitgemacht hat, beenden. Wir müssen die Freizügigkeit von Menschen allgemein und von Arbeitnehmern unter Beachtung des Prinzips der Nichtdiskriminierung sicherstellen und fördern. Und wir müssen diese Freizügigkeit mit einer gemeinsamen, auf Solidarität basierenden Einwanderungspolitik kombinieren.

Wir müssen gemeinsam mehr ausgeben und investieren, wozu gehört, dass wir



Stefan Presser für Handelsblatt (D)

den Plan, den die Juncker-Kommission vorgelegt hat, trotz all seiner Beschränkungen kräftig unterstützen. Wir sollten die Mitgliedstaaten und private Akteure dazu aufrufen, diesem Plan bei ihren Investitionen in einem höheren Maß gerecht zu werden. Wir müssen auch zusammenstehen im Kampf gegen die Jugendarbeitslosigkeit.

Wir müssen die Wirtschafts- und Währungsunion vervollständigen, unter Berücksichtigung der Prinzipien und Vor-

schriften, auf denen diese Union basiert. Das gilt insbesondere für die Überwachung exzessiver Verschuldung (aber nicht für Verschuldung allgemein). Gleichzeitig müssen wir die Europäische Union mit den politischen Instrumenten ausstatten, die ihre Legitimierung verstärken, und mit denjenigen Finanzinstrumenten, die für eine Stabilisierung erforderlich sind. Zusätzlich müssten Reformen eingeleitet wer-

den, um eine Rückkehr des IWF-Europas der vergangenen Jahre zu verhindern.

Viele Europäer haben dieses „IWF-Europa“ als eine Bedrohung wahrgenommen, weil es nur Hilfen zur Verfügung stellte, die an schmerzhaften und unfairen Haushaltskürzungen und Reformen gekoppelt waren. Nur zu häufig wird vergessen, dass dieses System dazu beigetragen hat, die Solidarität zwischen den Mitgliedstaaten aufrechtzuerhalten, die mehr als einmal infrage gestellt wurde. Dem Aufbau von Europa neue Impulse zu geben heißt auch, es ihm zu ermöglichen, nicht als eine Bedrohung, sondern als Antwort auf solche Bedrohungen und Herausforderungen wahrgenommen zu werden.

Hierzu gehören etwa die Kraftprobe mit Wladimir Putin und die Instabilität, welche sich in zahlreichen Nachbarstaaten ausgebreitet hat, die wir in ihrem Kampf unterstützen müssen (in der Ukraine, aber auch in Tunesien); die Brutstätten des Terrorismus in der Sahelzone und im Nahen Osten; die von „verrückten“ Finanzhais und ungezügelter Steueroptimierung hervorgerufenen Verwüstungen; das Schreckgespenst der Deflation und der Deindustrialisierung; die Risiken der Klimaveränderung und unserer Abhängigkeit von externen Energieressourcen.

Das Abenteuer der Europäischen Gemeinschaft hat vor mehr als 60 Jahren seinen Anfang genommen, um den Wiederaufbau voranzutreiben und um einen Raum des Friedens und - angesichts eines geteilten Europas - des gegenseitigen Respekts zu schaffen. Heute müssen die europäischen Führungskräfte deutlicher als je zuvor unter Beweis stellen, dass die EU in der Lage ist, ihre Bürger zu fördern und zu beschützen. Und dies muss schnell geschehen.

Jacques Delors war Präsident der Europäischen Kommission, Co-Autor António Vitorino war EU-Kommissar für Justiz und Inneres. gastautor@handelsblatt.com

L'Institut Jacques Delors est le think tank européen fondé par [Jacques Delors](#) en 1996 (sous le nom de Notre Europe), après la fin de sa présidence de la Commission européenne. Notre objectif est de produire des analyses et des propositions destinées aux décideurs européens et à un public plus large, ainsi que de contribuer aux débats relatifs à l'Union européenne.

Nous diffusons de nombreuses [publications](#) (Tribunes, Policy Papers, Études & Rapports, Synthèses), vidéos et sons, organisons et participons à des [séminaires et conférences](#) partout en Europe et intervenons régulièrement dans les [médias européens](#), par la voix de nos présidents, de notre directeur et de notre équipe.

Nos travaux s'inspirent des actions et des orientations promues par Jacques Delors, et traduisent les grands principes énoncés par notre « [Charte](#) ». Ils sont mis en œuvre à partir de [trois axes principaux](#) : « Union européenne et citoyens » couvre les enjeux politiques, institutionnels et civiques ; « Compétition, coopération, solidarité » traite des enjeux économiques, sociaux et territoriaux ; « Actions extérieures européennes » regroupe les travaux à dimension internationale. Ces travaux sont développés par nos bureaux de Paris et Berlin (le [Jacques Delors Institut - Berlin](#)).

L'Institut Jacques Delors est aujourd'hui présidé par [António Vitorino](#), ancien commissaire européen et ancien ministre portugais, qui a succédé à [Tommaso Padoa-Schioppa](#), à [Pascal Lamy](#) et à Jacques Delors. Notre directeur, [Yves Bertoncini](#), anime une [équipe internationale](#) composée d'une quinzaine de membres, qui travaillent en coordination directe avec les membres de notre bureau de Berlin, dirigé par [Henrik Enderlein](#).

Les instances de l'Institut Jacques Delors sont composées de hautes personnalités européennes. Notre [Conseil des garants](#) assure la promotion de nos intérêts moraux et financiers. Notre [Conseil d'administration](#) est responsable de la gestion et de l'impulsion de nos travaux. Notre [Comité européen d'orientation](#) se réunit afin de débattre des sujets fondamentaux pour l'avenir de l'UE.

Toutes nos activités sont accessibles gratuitement, en français et en anglais sur notre [site](#) et via les réseaux sociaux. Nous agissons en toute indépendance vis-à-vis des pouvoirs politiques et des intérêts économiques.

Avec le soutien de :



19 rue de Milan, F - 75009 Paris
Pariser Platz 6, D - 10117 Berlin
info@delorsinstitut.eu
www.institutdelors.eu

